

RTP 630m

A LA JEUNESSE

Patrie, Devoir, Liberté.

COMITÉ DE DÉFENSE ET DE PROGRÈS SOCIAL

SÉANCE D'OUVERTURE

DU MERCREDI 9 JANVIER 1895



POURQUOI NOUS NE SOMMES PAS SOCIALISTES

PAR

M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

Membre de l'Institut
Président du Comité

L'USAGE DE LA LIBERTÉ ET LE DEVOIR SOCIAL

PAR

M. GEORGES PICOT

Membre de l'Institut

AU SIÈGE DU COMITÉ

54, RUE DE SEINE, 54

PARIS



630p
RTP

EXTRAIT DE *LA RÉFORME SOCIALE*

KTP 630m

COMITÉ DE DÉFENSE ET DE PROGRÈS SOCIAL

Patrie, Devoir, Liberté.

SEANCE D'OUVERTURE

DU MERCREDI 9 JANVIER 1895



POURQUOI NOUS NE SOMMES PAS SOCIALISTES

PAR

M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

Membre de l'Institut
Président du Comité

L'USAGE DE LA LIBERTÉ ET LE DEVOIR SOCIAL

PAR

M. GEORGES PICOT

Membre de l'Institut

EXTRAIT DE *LA RÉFORME SOCIALE*

AU SIÈGE DU COMITÉ

54, RUE DE SEINE, 54

PARIS



Bibliothèque

SALOMON REINACH

A LA JEUNESSE DES ÉCOLES

Partout, autour de nous, avant même d'en avoir pu aborder l'étude, la jeunesse se passionne pour les questions sociales. Cela est à l'honneur des générations nouvelles. Étudier les questions sociales est, dans notre démocratie, un devoir auquel nul homme instruit, nul homme de cœur n'a le droit de se dérober.

Ces grandes et troublantes questions, les plus urgentes et les plus complexes de toutes, il importe de ne point les abandonner aux ambitieux qui n'y voient qu'un thème de rhétorique et n'y cherchent qu'un moyen de capter la faveur populaire, aux agitateurs qui se complaisent à fomenter les haines de classes sans se faire scrupule de porter atteinte à la cohésion nationale, au risque de désagréger la patrie.

C'est pour répondre à ce besoin des temps nouveaux et pour parer, dans la mesure de leurs forces, à ce péril national que des hommes désintéressés et indépendants de tout parti ont constitué, en dehors de toute coterie politique et de toute préoccupation professionnelle, un *Comité de défense et de progrès social*.

Étudier les causes du mal social, comme le savant étudie la nature des maladies, et les causes des maux physiques, en s'en tenant, rigoureusement, à la seule méthode scientifique, la méthode d'observation; — rechercher, en dehors de tout *a priori* antiscientifique et de tout boniment charlatanesque, quelles sont les conditions morales et quelles sont les conditions matérielles de tout progrès social; — tel est notre but, et tel est notre programme. C'est le seul qui réponde aux légitimes exigences des esprits modernes et des hommes de science.

Donner aux aspirations sociales de notre âge une direction pra-

tique, en même temps qu'une méthode rationnelle, distinguer les réformes réalisables et les améliorations possibles des utopies stériles et des chimères dangereuses :

Réagir contre le souci exclusif des intérêts matériels qui tend à envahir toutes les classes de la société, et combattre les pratiques corruptrices qui, de la presse à la politique, déshonorent trop souvent, sous nos yeux, les professions les plus nobles ;

Relever dans l'âme de la France la notion de l'idéal par le sentiment moral, et vivifier le sentiment moral par la conscience de la solidarité humaine et par la pratique du devoir social, mis à la portée de tous ;

Fortifier dans les cœurs l'idée de patrie, — non point en provoquant à la haine de l'étranger, non point en identifiant le patriotisme avec un chauvinisme inepte ou avec un nationalisme exclusif ; — mais en faisant de l'amour de la patrie un principe de dévouement qui relie entre elles, par la plus solide et la plus légère des chaînes, toutes les classes d'une même nation et enseigne à toutes, ce qui est la première condition de la vie morale et le principe de toute éducation sociale, l'esprit de sacrifice pour le bien commun ;

Défendre contre ses détracteurs avoués, ou contre ses ennemis inconscients, la liberté humaine, — non point la folle liberté du crime telle que la revendique l'orgueil anti-social de l'anarchiste, — non point la liberté stérile et trop souvent nominale qui n'est guère pour le politicien qu'une forme vide ou un instrument de domination ; mais la liberté vivante et féconde qui, sous la protection des lois, assure à chacun le libre développement de ses facultés, garantit partout la personnalité humaine et respecte, dans l'initiative privée, le grand ressort du progrès des sociétés civilisées ;

Combattre à la fois, et par les mêmes armes, la misère morale et la misère physique qui, par une sorte de génération alternante, s'enfantent réciproquement ; — relever ensemble et l'un par l'autre le corps et l'âme, le bien-être matériel et le niveau spirituel des classes les plus nombreuses ; — s'efforcer de mettre dans toute vie humaine plus d'humaine dignité ; — dissiper les préjugés de classes, rapprocher les hommes, rétablir dans l'atelier et dans la nation la paix sociale pour la sécurité et pour la grandeur de la France ;

Voilà, si nous n'attendons pas trop de nos contemporains, la

grande œuvre de notre temps, — une œuvre digne de la jeunesse française.

C'est pour la gagner à cette haute mission que nous osons faire appel à la jeunesse des écoles; c'est afin d'obtenir son libre concours et sa vaillante collaboration que le *Comité de défense et de progrès social* a décidé d'ouvrir, à Paris, d'abord, dans le quartier latin, des cours gratuits et des conférences publiques.

A la jeunesse de montrer si, en la conviant à cette noble tâche, nous avons mis trop de confiance en elle.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Institut, *président*;

ALBERT GIGOT, président de la Société d'Économie sociale;

E. GLASSON, de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris;

D^r ROCHARD, président de l'Académie de médecine, inspecteur général des services de santé de la marine, en retraite;

LOUIS SAUTTER, membre du conseil de l'Union chrétienne de jeunes gens de Paris;

GEORGES PICOT, de l'Institut, président d'honneur des Unions de la paix sociale du Nord;

H. BEAUNE, ancien procureur général près la Cour de Lyon, président d'honneur des Unions du Sud-Est;

A. GIBON, ancien directeur des Forges de Commentry, président d'honneur des Unions du Centre;

GASTON DAVID, avocat, président d'honneur des Unions du Sud-Ouest;

A. DELAIRE, *secrétaire-trésorier*.

Paris, décembre 1894.

SÉANCE DU MERCREDI 9 JANVIER 1895

A 8 heures et demie du soir, le 9 janvier, une foule considérable se pressait dans la grande salle de l'hôtel des Sociétés Savantes.

Les étudiants en grande majorité avaient répondu à l'appel des organisateurs. La salle étant pleine, les portes ouvertes à tous jusqu'à 8 heures et demie durent être fermées.

Sur l'estrade prirent place les membres du Comité. Aux côtés du Président M. Anatole Leroy-Beaulieu, siégeaient, comme assesseurs, M. Albert Gigot et M. le D^r Rochard.

DISCOURS DE M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

MESSIEURS,

Si je n'avais consulté que mes forces et mon état de santé, je ne me serais pas risqué à prendre la parole, ce soir, devant vous. Mais je n'ai pas voulu me dérober à l'honneur de présider cette première réunion, — ne fût-ce que pour ne point paraître reculer devant les appréhensions, non justifiées, j'espère, des plus timides de nos amis. On nous a dit qu'en vous convoquant à une conférence publique, en ouvrant nos portes à tous, nous étions des téméraires qui ne savions pas à quoi nous nous exposions. (*Ah! ah!*) « Vous voulez donc, me disait-on, descendre dans la fosse aux lions? » (*Rires.*) Eh bien! Messieurs, la fosse aux lions, nous y voici; nous sommes entre les griffes de ce que, de mon temps, on appelait le lion du quartier latin, et, faut-il vous l'avouer? nous ne craignons pas d'être dévorés. (*Rires, murmures et applaudissements.*)

Nous avons eu confiance dans la jeunesse, nous avons cru en sa générosité et en son esprit de liberté, et à cette heure même, — en dépit de certaines incitations (*Bruit*), en dépit des murmures qui s'élèvent sur quelques bancs de cette salle — je reste convaincu que notre foi dans la jeunesse ne sera pas trompée. (*Applaudissements.*)

Vous n'êtes pas venus ici, Messieurs, pour étouffer notre parole sous des clameurs brutales, ce qui, en vérité, serait peu glorieux pour vous ; vous êtes venus pour nous juger sur notre langage, et non pour nous condamner sans nous avoir entendus. Cela ne serait pas digne de la jeunesse ; et s'il est des hommes qui, par leur passé et par leur libéralisme, aient droit à la liberté de la parole, j'ose dire que nous sommes de ceux-là ; car cette liberté que nous osons réclamer pour nous, nous l'avons, toujours et partout, revendiquée pour les autres, pour nos adversaires aussi bien que pour nos amis. (*Exclamations. Applaudissements prolongés.*)

Au lieu de m'arrêter à des inquiétudes — outrageantes pour vous — (*Très bien ! très bien !*), j'aime mieux vous remercier d'avoir répondu en si grand nombre à notre appel. Dans cet empressement de votre part, je ne veux voir qu'une chose, Messieurs : une preuve nouvelle de l'intérêt passionné que la jeunesse porte aux questions sociales. C'est là, croyez-le bien, une chose qui vous fait honneur ; — et c'est là, permettez-moi de vous le dire, un lien entre vous et nous. Nous sommes tous, ici, réunis par un sentiment commun, et cette communauté d'aspiration, je tiens avant tout à la constater. Tous nous sommes passionnés pour la cause du progrès social. Nous pouvons différer sur les moyens, cela est une des tristesses de l'infirmité humaine, — mais, si profondes que puissent être ces divergences, notre but n'en est pas moins commun ; et socialistes ou libéraux, révolutionnaires ou réformateurs, cette communauté du but doit nous inspirer une tolérance réciproque. (*Murmures et applaudissements.*) Ce que nous voulons tous, et, croyez-le, ce que nous voulons avec autant d'énergie que le plus ardent d'entre vous, c'est la lutte contre le mal social et contre la misère, c'est la diminution de la souffrance humaine, c'est le redressement moral et le relèvement matériel des classes laborieuses ; — et si, par hasard, il se trouvait égaré au milieu de cette vaillante jeunesse, un homme, un jeune homme assez égoïste ou assez frivole, assez étranger aux généreuses préoccupations de notre temps pour ne pas partager ce noble souci du progrès social, je lui dirais hautement : Votre place n'est pas ici ! (*Applaudissements répétés.*)

S'il suffisait pour nous entendre de la communauté du but, nous serions unanimes ; mais, hélas ! il ne suffit point aux hommes, pour être d'accord, de désirer la même chose. Le but

peut être le même, et les moyens différer. Or, les voies et moyens, c'est là le difficile, c'est là l'important et c'est ici qu'il nous faut faire appel à votre esprit de tolérance. (*Murmures et applaudissements.*)

CE QUE NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS NE SOMMES PAS

Nous devons vous dire, Messieurs, ce que nous sommes et ce que nous ne sommes point. Nous venons à vous ouvertement, loyalement, sans masque, ne voulant pas d'équivoque entre nous. Ce que nous sommes, Messieurs? Nous sommes des Français qui, plus malheureux que vous, avons vu la France envahie et dont le cœur saigne encore des blessures de la patrie (*Applaudissements*); — nous sommes des hommes de liberté qui croyons que la liberté et l'initiative privée demeurent le grand moteur de la civilisation, le grand ressort de tout progrès (*Applaudissements*); — nous sommes des hommes d'études, et, si vous le permettez, des hommes de science qui, dans les questions sociales, comme ailleurs, n'avons foi que dans les méthodes scientifiques. C'est vous dire Messieurs, que nous ne sommes pas socialistes. (*Interruptions et applaudissements.*) Et si nous ne sommes pas socialistes, je puis l'affirmer bien haut, c'est uniquement parce que nous sommes convaincus que la méthode du socialisme n'est pas une méthode scientifique; que le socialisme méconnaît les conditions essentielles, les conditions nécessaires du progrès des sociétés humaines; — que le socialisme enfin est moins fait pour fortifier la patrie que pour l'énerver et la débiliter. (*Exclamations, applaudissements répétés, tumulte, longue et bruyante interruption.*)

Je m'étonne, Messieurs, de l'intolérance de la minorité de cette réunion. En vous déclarant, loyalement, que nous ne sommes pas socialistes, je pensais que s'il se rencontrait ici des socialistes, ils seraient les premiers à nous savoir gré de notre franchise. (*Applaudissements.*) Si nous combattons le socialisme, nous ne sommes pas de ceux qui, pour lutter avec lui, s'ingénient à lui dérober ses couleurs et à contrefaire son langage, afin de tromper leur public et d'enlever les applaudissements du peuple. Les adhésions ainsi gagnées, les applaudissements ainsi obtenus, nous n'en voulons point. (*Oh! oh! Très bien! très bien!*) Nous laissons ces procédés aux

partis qui, pour capter la faveur populaire, ont chacun leur petit socialisme de poche. (*Rires*). Nous ne voulons, quant à nous, ni déguisement ni travestissement. Nous pourrions, comme de vulgaires politiciens désireux de tout concilier sous le vague des formules, vous dire que nous voulons, nous aussi, faire du socialisme, du bon socialisme, du socialisme honnête, du socialisme libéral, du socialisme scientifique; — car, pour faire passer le substantif, il semble qu'il n'y ait qu'à lui accoler un adjectif rassurant. Nous avons, aujourd'hui, toute espèce de petits socialismes édulcorés que les ambitieux de toute sorte distribuent au peuple, comme des friandises aux enfants. (*Murmures et applaudissements prolongés.*)

Le socialisme en effet, nous ne saurions nous le dissimuler, est à la mode. Autrefois il était mal vu, il était mal porté, il avait mauvaise réputation, il passait pour vulgaire ou pour naïf. Alors peut-être, il pouvait y avoir quelque courage à le vanter. Le préjugé était contre lui; aujourd'hui, il nous faut bien le constater, le préjugé est pour lui. Il a la vogue; il est bien reçu dans le monde, on le rencontre jusque dans les salons en gants paille et en souliers vernis. Il a pour lui la jeunesse fin de siècle; tout ce qui se pique d'être dans le mouvement se réclame de lui. (*Rires et murmures.*)

C'est ainsi, Messieurs, que, en dehors du collectivisme et du socialisme des socialistes, nous avons toute sorte de petits socialismes plus bénins, plus anodins, plus innocents les uns que les autres: socialisme de lettres qui fleurit dans la serre chaude des petites revues de toute couleur; socialisme de salon ou de boudoir qui fait sourire les belles dames et trembler les enfants; socialisme d'église qui vient à nous l'Évangile sous le bras, — sans compter le plus répandu et le plus dangereux peut-être de tous, le socialisme bourgeois, le socialisme qui s'ignore, celui de M. Jourdain qui fait du socialisme comme jadis il faisait de la prose, sans le savoir. (*Rires et applaudissements.*)

POURQUOI NOUS REPOUSSONS LE NOM DE SOCIALISTES

Eh bien! Messieurs, dans tout cet assortiment varié, nous ne trouvons rien à notre goût. Non pas que nous ayons peur des mots, mais parce que, encore une fois, nous faisons fi des équivoques.

(*Bravos répétés.*) Nous croyons que, dans ce grand débat d'où dépend le sort de la civilisation, il importe que les mots conservent le sens que l'usage leur a donné. Il n'est pas bon, Messieurs, que, dans la mêlée des idées et des partis, les hommes qui veulent détruire la société et ceux qui veulent le défendre, que les adversaires et les partisans de la propriété, de la famille, de la liberté prennent le même nom et se rangent, même en apparence, sous les mêmes étendards. (*Applaudissements mêlés de protestations.*)

Un des maux de notre époque, et à mon sens l'un des plus inquiétants, c'est la vogue des idées vagues; c'est que notre atmosphère intellectuelle est formée d'une sorte de brouillard d'idées à travers lequel les intelligences ne perçoivent plus rien de précis, rien de distinct. Ce mal sévit surtout dans les questions sociales, si bien que j'oserais dire que le principal danger de notre société, ce n'est pas le collectivisme révolutionnaire, ce n'est pas le socialisme dogmatique, le socialisme avéré et militant; c'est le vague et confus socialisme, le socialisme vaporeux dont est imprégnée l'atmosphère ambiante. (*Murmures et applaudissements répétés.*)

Nous sommes, Messieurs, les ennemis des idées confuses, des notions vaporeuses et nébuleuses, des vocables au sens flottant chers à certains petits cénacles (*Rires*); et c'est encore là une des raisons pour lesquelles nous repoussons le nom comme les doctrines du socialisme, mot lui-même vague, sous lequel tous n'entendent pas la même chose, mot qui doit beaucoup de sa vogue à son vague même. (*Protestations et applaudissements.*)

J'ai connu autrefois un vieux républicain de 1848 qui voulait que Socialisme fût synonyme de Science sociale et qui prétendait appeler socialistes tous ceux qui s'occupent de science sociale, comme on appelle chimistes tous ceux qui font de la chimie. (*Rires.*) Je regrette que son opinion n'ait pas prévalu, car cela nous eût épargné le terme hybride de sociologie. Nous serions ici tous socialistes, et les plus socialistes se trouveraient être les économistes. (*Rires.*) Mais vous savez, Messieurs, que tel n'est pas le sens du mot. Il désigne bien moins une science qu'une théorie. Le socialisme, hélas! n'est pas la science sociale; et si je ne craignais de blesser quelques-uns d'entre vous, je dirais qu'il n'est que l'alchimie de la science sociale. (*Applaudissements, cris, tapage de quelques minutes. Un jeune homme monte sur l'estrade et veut prendre la parole, soutenu par une partie du public des tribunes.*)

Messieurs, (*reprend le président au milieu du bruit*), vous êtes venus ici pour écouter les orateurs inscrits à l'ordre du jour; vous n'êtes pas venus pour entendre Monsieur; je ne saurais lui donner la parole et je continue mon discours. (*Bravos et applaudissements.*)

LE SOCIALISME N'EST PAS CONFORME A LA SCIENCE

Si nous repoussons le socialisme, c'est, avant tout, Messieurs, que nous ne croyons pas le socialisme conforme à la science et aux méthodes scientifiques. (*Exclamations et applaudissements.*) Entre le socialisme et nous, il y a une question de méthode, et vous qui êtes initiés aux études scientifiques, vous savez combien grande est l'importance de la méthode. Quel est l'objet sur lequel prétendent opérer les socialistes? C'est la société humaine, c'est-à-dire ce qu'il y a au monde de plus complexe et de plus délicat; par suite, quelle science plus ardue, où il soit plus nécessaire d'avoir une méthode rigoureuse que la science sociale? (*Murmures et applaudissements.*)

Vous savez, Messieurs, que, depuis un demi-siècle, nombre de savants et de philosophes se sont appliqués à rattacher, à souder la science sociale, ce qu'ils appellent la sociologie, aux sciences physiques et naturelles. Vous connaissez la fameuse classification des sciences d'Auguste Comte, classification que les positivistes regardent comme un des titres de gloire de leur maître. Et ils ont raison, Messieurs; car, quelque opinion qu'on ait de la philosophie de Comte, il est malaisé d'imaginer une autre hiérarchie des sciences. Or, quelle est, de toutes les sciences humaines, celle que Comte plaçait au sommet de son échelle, à la cime du savoir humain, comme étant, par l'importance de son objet, par la multiplicité et la complexité même de ses éléments, la reine des sciences, la plus ardue et la plus difficile de toutes? C'était la science sociale. Et cette science, complexe et malaisée entre toutes, des hommes, des jeunes gens qui se croient des esprits modernes et se disent des esprits positifs s'arrogent le droit d'en raisonner, d'en décider, d'en trancher à la légère, suivant les caprices des foules ou selon le vent de l'opinion, sans même s'être donné la peine d'en étudier les éléments! (*Murmures et bravos répétés.*) Et ce qui paraîtrait insensé ou enfantin pour des

sciences d'un ordre après tout inférieur, des sciences en tout cas d'une moindre complexité, pour la physique, la chimie, la botanique, cela semblerait légitime, quand il s'agit de la science sociale ! C'est là une tendance contre laquelle, pour notre part, nous ne cesserons de protester, au nom de la science, au nom de la vérité, au nom de la société. (*Applaudissements répétés.*)

Nous prétendons que les questions sociales doivent être étudiées patiemment, scientifiquement, méthodiquement, et nous nous scandalisons de les voir discutées et résolues entre deux bocks de bière, au cabaret ou à la taverne. (*Rires mêlés de protestations.*)

Pour nous, Messieurs, la science sociale est une science, et comme telle, elle doit être étudiée conformément à la méthode scientifique. Et quelle est la méthode scientifique ? Vous la connaissez aussi bien que nous, Messieurs, pour l'avoir pratiquée vous-mêmes. Il n'y a, en pareille matière, qu'une méthode scientifique, la méthode d'observation, car, ici, le plus souvent, il n'est guère possible d'ajouter à l'observation l'expérimentation. Je sais que, pour prouver le bien fondé de leurs hypothèses ou pour essayer leurs utopies, les socialistes iraient volontiers jusqu'à traiter une nation comme une grenouille ou un lapin de laboratoire, se livrant sur la patrie à des expériences sociales *in anima vili*. (*Interruptions et applaudissements.*) Mais vous n'êtes point, Messieurs, des barbares physiologistes qui oseraient vivisecter la patrie française ; — et s'il est, parmi vous, de jeunes socialistes désireux de pratiquer sur le vif leurs expériences collectivistes, vous seriez des premiers à leur conseiller de chercher en d'autres terres, ou sous d'autres cieux, un champ écarté où faire impunément l'essai de leurs procédés de régénération des sociétés. (*Murmures, cris et bravos répétés.*)

Il n'y a qu'une méthode pour les études sociales, la méthode d'observation. Est-ce celle que suit d'habitude le socialisme ? Est-ce celle à laquelle il s'en tient toujours, avec le scrupule professionnel des véritables savants ? Non Messieurs, aucun de vous n'ignore que le socialisme procède, d'habitude, par *a priori*, par formules et par définitions, par théorèmes et corollaires, par déduction en un mot, appliquant aux sciences sociales la méthode géométrique, la méthode déductive, abandonnée par toutes les sciences en dehors des mathématiques. (*Applaudissements mêlés de protestations.*) Cette méthode surannée, les socialistes, je le sais, l'ont empruntée aux

anciens économistes ; mais la plupart des économistes l'ont abandonnée pour revenir à la méthode d'observation, et les socialistes l'ont gardée. Ils procèdent comme autrefois les philosophes, les métaphysiciens qui échafaudaient, laborieusement, dans le vide, des systèmes, aujourd'hui tous écroulés. Ainsi ont fait les maîtres du socialisme prétendu scientifique, les grands docteurs du collectivisme en particulier ; ils nous ont donné, dans leurs lourds traités, une façon de métaphysique sociale, appuyée sur une dialectique toute scolastique. (*Exclamations et applaudissements.*)

Je sais, Messieurs, qu'à côté du socialisme soi-disant scientifique qui procède par déduction, il y a le socialisme sentimental, le socialisme imaginaire qui met le sentiment ou l'imagination à la place de la raison, s'inspirant uniquement d'un vague humanitarisme et de ce qu'on a nommé la religion de la souffrance humaine. Est-ce la peine de montrer que ce n'est pas là une méthode scientifique ? C'est ce que j'appellerai du mysticisme réaliste (*réclamations*) ; et si le mysticisme peut être de mise dans les régions abstraites de la philosophie ou de la religion, il est le plus dangereux des guides dans la sphère concrète par excellence, dans les études sociales. (*Bruit, cris, applaudissements prolongés.*)

LE SOCIALISME REPOSE SUR UNE NOTION ERRONÉE DE LA SOCIÉTÉ

Ce n'est pas uniquement par la méthode que nous différons des socialistes ; c'est autant par notre conception de la société. Et, ici encore, j'ose dire qu'entre les socialistes et nous, les plus fidèles à la science et à l'esprit scientifique, les plus modernes et, si j'ose ainsi parler, les plus avancés, — ce ne sont pas les socialistes. (*Applaudissements mêlés de quelques protestations.*)

S'il est une notion aujourd'hui admise par tous les hommes de science, c'est que les sociétés humaines ne sont point, comme on l'imaginait encore au dernier siècle, un mécanisme inerte, une machine que l'on peut démonter et remonter à volonté, rouage par rouage, en supprimant une pièce, en ajoutant une autre. Une société est un organisme, un corps vivant qui croît et se développe à la façon des êtres vivants ; et un organisme ne se laisse pas impunément tailler et découper à plaisir ; un organisme ne se laisse pas refaire à volonté sur un plan préconçu. (*Murmures et ay-*

plaudissements.) C'est là une notion aujourd'hui banale ; mais, si banale qu'elle soit devenue, je vous conjure de remarquer combien elle cadre mal avec les prétentions des socialistes. Qu'ils s'en défendent ou non, ils sont, bon gré mal gré, prisonniers de la théorie mécanique des sociétés. Car leur prétention se résume à refaire la société artificiellement, suivant un plan nouveau, un plan idéal ; et, encore une fois, on ne refait pas, à volonté, un corps vivant, lui enlevant ses organes, pour les remplacer par d'autres ou les ranger dans un ordre nouveau. (*Protestations et applaudissements.*) Si les sociétés se modifient, si elles grandissent, si elles se transforment, si elles évoluent selon l'expression contemporaine, c'est à la façon des corps vivants, lentement, conformément à leurs fonctions organiques, suivant les lois de la vie et les conditions normales de leur existence. Avoir la présomption de traiter une société comme une matière inerte, comme une argile plastique que l'on pétrit à son gré, s'essayer à la refaire à neuf de toutes pièces, c'est le plus souvent, au lieu de la réformer, la déformer, l'estropier, la mutiler. (*Exclamations et applaudissements.*) Vous vous rappelez, Messieurs, le procédé de régénération recommandé par les magiciennes mythologiques. Il consistait à prendre un homme, un vieillard, à le couper en morceaux et à le faire bouillir dans la chaudière pour le faire rajeunir. C'est à cela, laissez-moi vous le dire, que ressemble la méthode de la plupart des socialistes ; et vous me permettez de trouver que c'est là un procédé de rénovation dont on a le droit de se défier. (*Cris, applaudissements prolongés, tumulte.*)

Messieurs les socialistes, vous avez annoncé l'intention de nous répondre. Si vous voulez nous réfuter, commencez par nous écouter. (*Applaudissements*).

La société est un organisme et non un mécanisme. Ce n'est point, Messieurs, que nous croyions les sociétés à jamais figées, à jamais raidies dans des formes immuables et dans des cadres inflexibles. Non, Messieurs, par cela même que nous regardons les sociétés comme des êtres vivants, nous croyons qu'elles sont perfectibles, — et quant à moi, j'oserai dire indéfiniment perfectibles ; mais toujours à condition de respecter, chez elles, les organes essentiels ; et si je ne craignais de paraître pédant, je dirais, à condition de respecter les lois de la biologie sociale. (*Approbaton.*) Car, en dépit d'un préjugé trop répandu autour de nous, le progrès

n'est pas chose fatale. Loin de progresser fatalement, par une sorte de nécessité inhérente à la vie sociale, les peuples qui violent les lois de la vie, les nations qui méconnaissent les conditions matérielles et les conditions morales du progrès des sociétés humaines sont condamnées à rétrograder, à déchoir, à périr. (*Applaudissements.*)

QUE SERA LE XX^e SIÈCLE

Une grande, une angoissante question se pose aujourd'hui devant nous, — devant vous surtout, jeunes hommes. Un siècle nouveau va bientôt se lever sur le monde; que nous apportera ce xx^e siècle sur lequel reposent des espérances non moindres que celles mises par nos pères de la Révolution en notre xix^e siècle, chargé à son déclin du poids de tant de déceptions?

On vous a dit souvent, et je n'y veux pas contredire, que vous verriez de grandes choses, — de terribles choses peut-être; — et avec la confiance de la jeunesse dans la vie, ces changements qu'on vous prédit, ces révolutions prochaines dont on cherche parfois à vous épouvanter, vous n'en avez pas peur. Vous avez foi dans l'avenir, sentant que cet avenir, c'est vous qui le ferez. Dieu me garde, Messieurs, de railler votre confiance; j'aime que la jeunesse soit jeune et vaillante; mais sachez bien que jamais, à aucune époque de l'histoire, génération nouvelle n'a eu, devant elle, une tâche aussi lourde que celle qui va incomber à vos jeunes épaules. De la première moitié du siècle qui vient, dépendra peut-être, pour des centaines et des centaines d'années, l'avenir de notre France, l'avenir de notre race blanche, l'avenir de l'humanité civilisée. Cet avenir, ne le jouez pas à la légère, sur la foi de spécieuses promesses et sur le mirage de brillantes utopies, car ce qui est en cause, ce qui est entre vos mains, — ne l'oubliez pas, — c'est le sort de la civilisation occidentale. (*Applaudissements répétés.*)

Voulez-vous être des soldats, des pionniers du progrès social? Choisissez les routes les plus sûres, alors même qu'elles ne vous sembleraient pas les plus séduisantes. Rappelez-vous qu'en dépit de tous nos progrès, en dépit de nos sciences et de notre instruction obligatoire, il reste toujours des barbares au fond de nos sociétés. Rappelez-vous que de grandes nations, de grandes civili-

sations ont déjà, plus d'une fois, sombré dans l'histoire, au lendemain de ce qui semblait leur apogée. N'ayez pas trop de confiance dans l'homme, dans la bonté humaine, dans la sagesse humaine; — n'ayez pas trop de foi dans la civilisation, et, si solides que vous en semblent les conquêtes, prenez garde de les compromettre en rejetant, imprudemment, comme vous y invitent les socialistes, tout ce qui a fait, dans le passé, la force morale, la valeur morale de l'humanité. (*Protestations et applaudissements prolongés.*)

Nous ne sommes pas, Messieurs, de ceux qui s'engagent à vous conduire, à brève échéance, dans l'Eldorado rêvé, dans la terre promise où le lait et le miel couleront partout en abondance, où, avec moins de travail, il n'y aura plus ni souffrance ni misère. Notre ambition, ou mieux, notre présomption est moindre; nous sommes venus vous convier à travailler, avec nous, à diminuer la somme des maux dont souffre l'humanité, à relever, l'un par l'autre, le bien-être matériel et le niveau moral des classes laborieuses, à combattre les préjugés et les égoïsmes, à rapprocher les hommes et à réconcilier les classes pour le salut de la patrie commune. (*Applaudissements.*)

Et si, Messieurs, vous nous demandez une devise qui puisse vous guider sur la route malaisée du progrès social, nous vous donnerons la nôtre, celle que nous avons adoptée comme mot de ralliement: PATRIE, DEVOIR, LIBERTÉ. (*Bravo! bravo!*) Cette devise, elle est simple, elle est modeste, elle est austère; elle ne fait pas miroiter devant vos yeux les trésors décevants des paradis terrestres; elle ne promet que ce qu'elle peut tenir. (*Très bien! très bien!*).

PATRIE, DEVOIR, LIBERTÉ

Ces trois mots, Messieurs, nous ne les avons pas choisis au hasard; ils sont, pour nous, tout un programme. Ils résument l'action que nous voudrions exercer autour de nous; ils indiquent par quelle voie nous voulons marcher au progrès social.

Patrie, Devoir, Liberté, — cette triple devise, je voudrais avoir le temps et la force de la commenter devant vous. Mon ami M. Georges Picot va tout à l'heure vous parler de la liberté et du devoir, — deux choses que nous tenons à unir, car, pour nous, elles se complètent ou, si vous aimez mieux, elles se corrigent

l'une l'autre. Le devoir dont nous voulons vous entretenir, c'est le devoir nouveau, c'est le devoir présent par excellence, le devoir social — qui, pour nous, ne se borne pas à la charité, qui sans doute ne fait pas fi de la charité, mais qui va au delà de la charité. Cette expression de « devoir social », encore nouvelle chez nous, M. Georges Picot a été un des premiers à la répandre, à l'acclimater en France. Je pourrais dire qu'il a été un des apôtres de ce devoir social; il ne s'est pas contenté de le prêcher, il s'est appliqué à en donner l'exemple par son initiative dans plusieurs des questions les plus importantes pour le relèvement des classes populaires. C'est ainsi que son nom a l'honneur d'être lié au grand problème des logements d'ouvriers. (*Approbat.*)

LE SOCIALISME ET LA CONTRAINTE

A côté du devoir social, nous plaçons la liberté, parce que nous voyons, dans la liberté et dans la libre initiative privée, le premier moteur de tout progrès social. C'est un des points par où nous différons des socialistes de toutes les écoles. Le socialisme, Messieurs, aboutit à la contrainte; il ne pourrait s'établir, il ne pourrait durer que par la contrainte. Qu'il le veuille ou non, le socialisme, le collectivisme serait la contrainte organisée. (*Non, non! Oui, oui! Bruyantes protestations et applaudissements prolongés.*)

A cet égard encore, permettez-moi de vous le dire, le socialisme est une conception rétrograde. Il ne s'inspire point de l'esprit moderne. Il n'est point dans la grande voie de l'évolution des sociétés humaines; il veut les faire revenir en arrière sur les conquêtes des grands siècles de l'histoire. A la contrainte militaire, à la contrainte théocratique, à la contrainte féodale, si durement reprochées aux époques anciennes, il prétend substituer une contrainte nouvelle qui risque d'être autrement tyrannique, parce qu'elle s'étendrait à toute la vie publique et privée, la contrainte sociale. (*Applaudissements.*) Le joug qu'il ferait peser sur la société et sur l'individu serait si lourd que je ne m'étonne point, quant à moi, des révoltes que provoque, chez les anarchistes, la perspective de la servitude collectiviste. (*Applaudissements mêlés de protestations.*)

LE SOCIALISME ET L'IDÉE DE PATRIE

Au devoir social et à la liberté, nous associons l'idée de patrie. (*Murmures.*) Quelques-uns d'entre vous, paraît-il, trouvent cela su-

ranné : — La patrie — c'est bien vieux ! disent-ils sans doute ; la patrie, cela a fait son temps. Pour nous, Messieurs, la patrie est une chose toujours vivante, toujours jeune ; plus les enfants d'un même pays nous semblent divisés, plus nous croyons nécessaire de raffermir dans les âmes ce sentiment de la patrie qui, lui aussi, est un lien social et je dirai le plus solide comme le plus doux des liens sociaux. Prenez garde à ceux qui veulent le briser, et demandez-leur par quoi ils comptent le remplacer. (*Applaudissements redoublés.*)

Certains voudraient substituer à la patrie l'humanité. L'humanité, Messieurs, c'est une grande et noble chose, mais l'humanité c'est bien vague, et je doute que le cosmopolitisme possède, de longtemps, la vertu du patriotisme, et qu'il sache jamais inspirer les mêmes dévouements. (*Applaudissements.*) Mais est-ce bien l'amour de l'humanité que les socialistes et les internationalistes opposent à l'amour de la patrie ? Regardez au fond des doctrines et scrutez les actes ; écarter les mots et les formules, et vous trouverez autre chose. Au sentiment de la patrie, à la solidarité nationale, ce que veulent en réalité substituer les socialistes, c'est un nouvel esprit de caste, c'est la solidarité ouvrière, ou comme ils disent, la solidarité prolétarienne internationale. Or, Messieurs, qui ne voit la différence et qui peut dire que ce soit là un progrès ? A un principe d'union, on cherche à substituer un principe de division. L'amour de la patrie était un lien entre tous les habitants d'un même pays ; le sentiment de classe, la jalousie de classe est une cause d'égoïsme et de désaffection ; et s'il venait à l'emporter, cet esprit de division aboutirait à remplacer les rivalités nationales par les haines de classes et les démêlés avec l'étranger par les luttes intestines et les guerres civiles. (*Applaudissements prolongés mêlés de protestations.*)

Tel est le fait, Messieurs ; les dénégations des socialistes n'y peuvent rien changer, et je terminerai en vous conjurant de réfléchir à cette vérité, hélas ! trop manifeste. Alors même qu'il réussirait à se disculper de tout internationalisme, — par le seul fait qu'il fomente les haines de classes, le socialisme est, qu'il le veuille ou non, l'ennemi né de la cohésion nationale ; le socialisme est, pour les nations modernes, un agent de dissolution, un agent de désagrégation. (*Cris, Oui ! oui ! Non, non ; Vive la France ! A bas les sans-patrie, applaudissements répétés.*)

L'on se demande souvent avec anxiété, en face de notre Europe transformée en camp retranché, devant les compétitions nationales déchainées ou aggravées par l'ère bismarckienne, quel sera le vainqueur, pacifique ou militaire, de la course entre les nations? Pour moi, Messieurs, j'ose le dire en toute franchise, le vainqueur sera le peuple qui se laissera le moins entamer par le socialisme. (*Oui ! oui ! Applaudissements mêlés de protestations.*)

Le socialisme est le grand dissolvant des nations modernes. Et, si vous en doutez, je me permettrai de vous inviter à rentrer en vous-mêmes et à vous poser, chacun, en silence, cette question : Le socialisme est-il, pour la patrie française, une faiblesse ou une force? Ou mieux, Messieurs, comme on a peine à se juger soi-même, je vous engagerai à jeter un instant les yeux sur l'étranger, sur nos voisins de l'Est, notamment. Franchissez en esprit les sommets des Vosges, où veille la sentinelle prussienne ; traversez le large fleuve dont les eaux ont cessé de refléter les couleurs françaises, et arrêtez vos regards sur l'Allemagne unifiée. Là, dans le nouvel empire, les socialistes sont en nombre ; ils forment un parti puissant, et leurs imitateurs, leurs disciples, les socialistes français, nous les donnent volontiers en exemple. Demandez-vous, Messieurs, — ou, si vous le préférez, demandez à Berlin, demandez à l'Europe, si le socialisme est pour l'Allemagne une faiblesse ou une force ; — si ce sont les amis ou les adversaires du germanisme qui doivent se féliciter des progrès de la démocratie sociale? (*Applaudissements.*) Et maintenant, repassez le Rhin et les Vosges, rentrez dans notre France mutilée, et posez-vous, de nouveau, pour nous Français, la même question. Sont-ce les amis ou les adversaires de la France qui doivent se réjouir des progrès du socialisme en terre française? (*Applaudissements prolongés mêlés de bruyantes protestations.*)

Je laisse, Messieurs, à votre intelligence, à votre conscience de répondre. — Pour moi, je ne vous dirai point, en parodiant un mot fameux : Le socialisme voilà l'ennemi ; — nous ne saurions, quant à nous, voir d'ennemis parmi les Français ; je vous dirai simplement, à vous, jeunes gens qui serez la France du xx^e siècle, — à vous qui ferez la France du xx^e siècle : Le socialisme, voilà le péril! (*Triple salve d'applaudissements.*)

CONFÉRENCE DE M. GEORGES PICOT

L'USAGE DE LA LIBERTÉ ET LE DEVOIR SOCIAL

MESSIEURS,

En me levant ce soir, au milieu de vous, et en voyant cet auditoire vivant, animé, je vous remercie de la sincérité de vos convictions.

Par vos applaudissements et même, je n'hésite pas à le dire, par vos murmures, vous manifestez de la façon la plus nette à quel point la pensée des organisateurs de cette réunion a été une pensée de liberté. (*Très bien! très bien!*)

Nous avons voulu que les portes fussent ouvertes. Nous avons voulu que les jeunes gens, sans cartes de faveur, pussent entrer dans cette salle, entendre le développement de ce que nous pensons sur la question la plus grave, la plus poignante que puissent se poser des Français.

Sommes-nous capables d'être libres?

C'est vous, ce soir, qui allez répondre, c'est vous qui allez dire si le bruit qui interrompait, il y a quelques instants, l'éloquente parole de notre président est l'expression d'un sentiment spontané qui laisse échapper des interruptions ou le dessein d'étouffer la parole libre d'honnêtes gens convaincus! (*Murmures au fond de la salle. Applaudissements répétés.*)

Oui, Messieurs, on a eu raison de vous parler de notre méthode, de la rigoureuse observation des faits, de ce principe de recherche qui fait tant d'honneur à la science française et qui a été sa gloire depuis Descartes jusqu'à Lavoisier, depuis Ampère jusqu'à Pasteur. (*Applaudissements.*) Vous n'entendrez ici ni dissertations vagues, ni déclamations tenant lieu de raisons. S'il est jamais nécessaire d'écarter les phrases creuses, c'est lorsqu'il s'agit de ce mot que nous retrouvons à chaque pas dans l'histoire, que notre siècle a entendu prononcer par les bouches les plus vénérables et profaner par les plus immondes, qui a inspiré l'enthousiasme à plusieurs générations, et devant lequel vous vous arrêtez, étonnés de tant de bruit, jaloux d'en connaître, à l'abri des mirages, loin des charlatans et des illuminés, l'exacte signification.

QU'EST-CE QUE LA LIBERTÉ ?

La liberté, c'est en principe le droit pour tout homme d'user de ses facultés sans contrainte, mais comme la vie en société a donné lieu, dans l'intérêt de l'ordre public, à un nombre de restrictions, plus ou moins multipliées, on a dit du citoyen, suivant les temps, l'état de la civilisation, le régime politique, qu'il était libre ou privé de la liberté.

Il faut être dépourvu de certains bienfaits pour en sentir le prix. Dans un temps où la liberté existe, où elle est complète, on en comprend mal la valeur; on ne l'estime que lorsqu'elle fait défaut. Si elle est absente, on l'appelle, on la désire, on se passionne pour elle. Quand on la possède, rien ne paraît plus simple; les générations qui n'ont pas souffert pour la conquérir s'étonnent qu'elle ait dû coûter tant d'efforts. Ce n'est pas tout : cette figure idéale qui de loin semblait rayonnante de beauté, dont tous voyaient le charme, dont chacun était épris, a paru plus banale et plus rude quand elle a été vue de près.

Pour comprendre l'admiration du passé, retournons donc en arrière. Si on avait dit à vos arrière-grands-pères, il y a cent dix ans, qu'il y aurait un temps où nul ne pourrait être arrêté sans l'intervention d'un magistrat, où tout citoyen français aurait le droit de voyager, de se mouvoir d'une extrémité à l'autre de la France et de la plus grande partie de l'Europe, sans l'autorisation préalable et la surveillance de la police, où nul ne payerait une fraction d'impôts non votée par des mandataires qu'il aurait élus; si, à l'heure où on refusait de communiquer le moindre état des finances, on avait dit qu'un siècle après, les statistiques de tous genres permettraient de tout voir, de tout examiner et de tout discuter; si on avait ajouté que le commerce pourrait se faire de Marseille à Lille, de Bayonne à Nancy sans être soumis à des douanes intérieures; si on avait fait entrevoir, à la place du dédale des coutumes et des ordonnances, l'unité de nos codes, à la place des justices de sources diverses la régularité de nos juridictions; si on avait montré dans l'avenir, chacun libre d'ouvrir partout des écoles, des collèges et des facultés; si on avait osé prévoir qu'on aurait le droit de publier des livres, des brochures, des journaux, sans autorisation, ni censure préalable et qu'on

pourrait ainsi faire lire à tous sa pensée; qu'on aurait le droit enfin de se réunir, comme ce soir, sans demander de permission, soit pour exposer une thèse, soit pour discuter des intérêts publics ou privés; si on avait présenté ce tableau à nos pères, s'ils avaient entrevu, en 1785, les libertés dont nous jouissons, ils auraient assurément cru leurs petits-fils entrés dans la terre promise. (*Applaudissements.*)

Que de sacrifices faits, que d'efforts dépensés pour chacun de ces progrès!

Il existait à cette époque de tels abus que toutes les intelligences s'unissaient pour les redresser, de tels obstacles que tous voulaient les lever. Ouvrez la collection des cahiers de 1789, voyez les doléances unanimes de nos pères, vous y retrouverez, avec une abondance de faits précis, l'état social véritable de cette époque. Ce qu'il y a de plus vrai dans l'histoire, ce ne sont pas les acclamations qu'exagèrent à plaisir les flatteurs, ce ne sont pas les triomphes où se plaisent les courtisans; ce sont les douleurs, les souffrances populaires, la longue suite de ces doléances qui font vivre de la vie du peuple: nous ne serons jamais trompés quand nous prêterons l'oreille aux longs gémissements de la misère humaine, à ces cris de détresse qu'ont fixés à jamais les cahiers des États généraux. (*Applaudissements.*) Aujourd'hui, nous avons oublié tout cela! C'était pourtant la France entière qui parlait: clergé, noblesse, tiers-état, toutes les forces du pays étaient unies pour réclamer la liberté individuelle, le droit de voter l'impôt, l'égalité des charges et des droits, la participation aux affaires publiques. Voilà les principes universellement reconnus qui ont fait non seulement le tour de la France, mais le tour de l'Europe civilisée! Voilà ce qu'il faut avoir perpétuellement sous les yeux pour se rendre compte de l'œuvre accomplie depuis un siècle! (*Approbatton.*)

NOUS NE SAVONS PAS USER DE LA LIBERTÉ

Que reste-t-il à faire? L'humanité, c'est son tourment, et il faut le dire bien haut, c'est en même temps son honneur, ne s'arrête jamais, ne se tient jamais pour satisfaite. Nos pères ont conquis pour

nous ces libertés. Hors la liberté d'association qu'il nous reste à obtenir et qui doit être la conquête de demain, qu'est-ce qu'il nous manque ?

Il nous manque, Messieurs, il faut avoir le courage de le dire et de le répéter bien haut, il nous manque de savoir user de la liberté. (*Applaudissements répétés.*)

Longtemps on a cru que la liberté était un but. On se plaisait à y voir le terme des efforts humains. C'était la baguette d'or des légendes. Lorsque la nation s'en serait emparée, elle aurait obtenu du même coup tous les biens qu'il est permis de désirer. Erreur profonde ! il n'y a pas pour les hommes, il n'y a pas ici-bas d'institutions, qui dispensent de l'effort quotidien (*Très bien ! très bien !*) ; la liberté n'est pas un but : elle est un moyen : c'est un instrument admirable, mais sans force propre, qui ne peut enfanter de chefs-d'œuvre qu'aux mains d'infatigables ouvriers. La liberté ne se suffit pas à elle-même. (*Approbatton.*)

Donnez la liberté à une nation engourdie par un long esclavage. Prenons très loin notre exemple : dans l'Amérique du Sud ou en Asie : Si elle est paralysée par une incurie héréditaire, croyez-vous que vous l'aurez transformée, en lui disant : « L'heure de votre délivrance a sonné ? Avec elle, vos maux ne sont plus qu'un souvenir ? » Ce langage ne serait-il pas une dérision ? et n'autoriserait-il pas toutes les colères lorsque le peuple ressentirait le vide de promesses retentissantes ? « En prononçant ce mot sonore de liberté, répondrait-il, vous m'avez tout promis. Il n'est pas un seul des biens de ce monde que vous ne m'avez montré au terme de la lutte comme le prix de la victoire. Quand je doutais, vous avez mis devant mes yeux le sort des nations les plus prospères de l'univers. Le programme de la liberté contenait tout ce que l'homme peut rêver. Vous m'avez enivré d'espérances. Aujourd'hui où en suis-je ? Que vois-je dans cette société que vous vantez ? Quelque chose de plus hideux que tous vos récits du passé, ce qui peut exister de pire dans la civilisation, je vois déborder autour de moi les maux de la liberté corrompue. » (*Applaudissements.*)

Oui, la déception de ce peuple imaginaire est légitime, mais n'aurions-nous pas le droit de lui répondre ? « Vous n'avez pas su user des biens qui vous ont été donnés. Le droit d'écrire, de parler, d'enseigner, d'agir, ce ne sont que des instruments. C'était à vous d'en tirer un service. Les outils que la liberté vous donnait pou-

vaient produire des chefs-d'œuvre. Pourquoi les avez-vous laissés aux mains d'ouvriers inhabiles ou coupables? S'ils ont produit des œuvres médiocres, ne vous en prenez qu'à votre incurie. Vous êtes seuls responsables de l'échec. Seuls, vous pouvez prendre votre revanche, mettre fin à la licence et tirer de la liberté les fruits qu'auront mérités vos efforts. » (*Très bien! très bien!*)

Voilà l'explication de nos propres déceptions. Ce n'est pas à la liberté qu'il faut nous en prendre. Elle contient tout, mais, à elle seule, elle ne peut rien donner; elle est un fait négatif : c'est l'obstacle renversé, la barrière ouverte qui laisse entrer dans la carrière un cheval dressé ou une bête fauve.

Que m'importe la liberté d'association, si les hommes ne savent pas se réunir pour en mettre à profit la puissance? Ou s'ils en abusent en écrasant l'individu sous le poids d'une majorité qui l'opprime? (*Applaudissements.*)

Que m'importe la liberté de la presse, si au lieu de contrôler les actes, d'éclairer les esprits, elle devient un instrument de persécution au profit d'intérêts inavouables? (*Bravo! Bravo!*)

Que vaudrait la liberté de réunion, dont nous usons en ce moment, si elle transformait de paisibles conférences en tumulte (*murmures*), si elle servait à étouffer la voix de l'orateur, (*interruption*), si elle permettait de reconstituer ces clubs de la Révolution dont vous connaissez la déplorable histoire? (*Applaudissements prolongés.*)

Que vaut le droit de voter l'impôt, si les mandataires du pays, oublieux de la justice distributive, se servent de leur pouvoir pour ressusciter les classes, et introduire à la place de l'égalité je ne sais quels privilèges? (*Applaudissements.*)

La liberté de la tribune elle-même, cet organe de la dignité humaine dans nos sociétés modernes, que peut-elle si l'assemblée des élus ne contient qu'une majorité d'esprits médiocres que les plus intelligents sont impuissants à animer? (*Applaudissements.*)

Tout revient donc à ceci : un peuple n'est capable de jouir des bienfaits de la liberté que dans la mesure où chacun sait se conduire et agir.

Ramenée à ces termes précis, la question devient très nette : il ne faut plus proférer contre la liberté de vagues récriminations, il est temps de nous retourner contre nous-mêmes et de nous de-

mander, en présence des maux de la société à guérir, du bien à faire, des faibles à défendre, des institutions utiles à créer, quelle fonction volontaire nous remplissons, quelle mission nous sommes donnée, comment nous avons usé pour notre part de la liberté générale. (*Très bien! très bien!*)

LA SOCIÉTÉ ET L'ÉCHANGE DES SERVICES

La société est un vaste échange de services. C'est sa force et sa raison d'exister. En dehors de cette idée qui la domine et l'explique, elle ressemblerait à une foule sans cohésion, à des grains de sable que le vent déplace.

Le laboureur retourne la terre, le semeur jette le grain, tous les corps d'état travaillent, l'un pétrit la farine et cuit le pain, l'autre bâtit ma maison, tisse l'étoffe ou fait mon vêtement; grâce à eux, je suis nourri, logé, habillé; en échange, je suis obligé de leur payer le salaire matériel, mais je leur dois en outre le salaire moral. (*Très bien! très bien!*) A tous ceux qui ont peiné, qui ont souffert, qui ont usé une part de leur vie, il faut que l'homme instruit donne un peu de son intelligence et de son cœur (*Applaudissements.*)

Qu'il n'y ait pas ici d'équivoque : nous ne disons pas que le travailleur ait droit à ce supplément de salaire; nous affirmons que, dans une société civilisée, l'homme doué d'instruction a le devoir de le lui donner. (*Approbat.*)

LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET LES CONFÉRENCES POPULAIRES

La liberté de réunion existe, et par elle il est facile de répandre les idées, d'élever le niveau des esprits, d'enseigner aux uns les principes, aux autres les faits, de faire œuvre d'éducation, ce que l'école ne tente pas, de créer entre les hommes de rang divers le contact qui dissipe les préjugés, apprend à se connaître et prépare la paix.

L'avons-nous essayé? Il est des pays, libres depuis des siècles, où tout jeune homme, à peine sorti des Universités, fait l'appren-

tissage de la vie en prenant régulièrement la parole dans des conférences populaires. Celui qui, au même âge, le ferait parmi nous provoquerait la surprise. Il faut que nos mœurs changent. (*Oui! oui! Très bien.*) Il ne suffit pas de s'habituer aux discussions juridique dans des réunions de stagiaires; il est bon d'examiner en commun les questions d'économie sociale, de les soumettre à la discussion entre vous, pour aller bientôt au dehors, étudier sur place les besoins et les remèdes pratiques (*bravo! bravo!*); il ne s'agit pas de tenir des réunions électorales, de flatter les foules, mais de se mettre en communication avec tous, en parlant d'histoire, de morale, de sciences, en donnant aux intelligences un aliment.

Je connais une ville de France où, chaque soir, plus de huit mille jeunes ouvriers sont réunis en plus de cent cours, les uns techniques et professionnels, les autres destinés à élever leur esprit; peu à peu, il est résulté de cet effort d'éducation une ascension progressive des ouvriers manuels qui a produit à Lyon les plus féconds résultats. (*Approbaton.*)

De ce contact entre celui qui sait et ceux qui aspirent à savoir peut sortir l'apaisement. Il n'y a que les hommes jeunes qui soient propres à être les vrais initiateurs du peuple. Contre les jeunes gens, il y a moins de préjugés, pas de rancune; sur leur front, on lit l'espérance; leur entrain séduit, leur parole ranime et ne blesse pas. Ce qu'ils découvrent eux-mêmes demeure gravé dans leur esprit; les maux de la vie, les misères qu'ils ignorent, tout ce spectacle des infortunes humaines, leur ouvrent des perspectives nouvelles: il n'y a rien de tel pour la maturité de l'intelligence que la vue à vingt ans des souffrances sociales. L'homme qui n'a pas de bonne heure fait une place dans son temps et dans ses réflexions aux misères de ses semblables est un homme incomplet. (*Très bien! très bien!*)

COMMENT ON PEUT AMÉLIORER LA CONDITION DE L'OUVRIER

Ému de ce qu'il voit, il cherchera quels sont les remèdes; son esprit s'ingéniera à les découvrir. Il n'écouterà pas les deux sortes de docteurs qu'il rencontrera sur sa route, les uns lui disant qu'il

n'y a rien à faire, que les questions sociales n'existent pas, les autres lui répétant que l'État seul peut apporter aux maux de l'humanité un allègement. (*Applaudissements.*)

Messieurs, il n'y a rien de si efficace, pour répondre aux sophistes, que d'invoquer l'expérience du passé. Ont-ils cru qu'il n'y avait rien à faire, ou qu'il fallût s'adresser à l'État, ceux qui, dans le cours de ce siècle, de leur pleine initiative, ont eu l'heureuse pensée de fonder les caisses d'épargne...? (*Cris : l'ouvrier n'y va pas ! Il meurt de faim. L'épargne, il n'en faut pas !* Ceux qui interrompent ignorent sans doute que les déposants, au nombre de deux millions, ne sont pas des capitalistes, mais des ouvriers heureux de se servir de la caisse d'épargne. (*Applaudissements répétés dans le reste de la salle.*)

N'ont-ils pas obéi à l'initiative individuelle ceux qui ont créé les sociétés de secours mutuels, les sociétés de patronages d'apprentis, les sociétés pour la prévention des accidents, toute cette série d'institutions admirables qui sont les soutiens de l'ouvrier dans les crises de la vie ?

Ce qui a été commencé hier, il faut le compléter demain ! Il n'est pas qu'une seule forme d'épargne : des combinaisons plus ingénieuses peuvent se trouver mieux appropriées à certains groupes de la population ouvrière.

L'association, ce principe de force qui est la vie même des sociétés démocratiques, a besoin d'hommes qui en soient les organisateurs. Avant la formation des sociétés coopératives de tous genres : consommation, banque, épargne, construction, qui peuvent subvenir aux besoins populaires, il faut que des hommes plus instruits, ayant du temps, de l'expérience, signalent, dans des conférences pratiques, les raisons du succès et surtout les écueils, ce qu'un de nos amis appelait de cette expression significative : l'imprévoyance dans les œuvres de prévoyance. (*Approbaton.*)

Il faut aller porter partout les leçons de l'expérience. Il n'est pas donné à tout le monde de réaliser les meilleures intentions, le bien lui-même a besoin d'être bien fait. Entre les ouvriers et les meilleurs patrons, que de malentendus ! Que de conflits latents ! Ne doit-on pas chercher à les prévenir en faisant connaître les institutions patronales qui prévoient pour les adoucir les crises de la vie ? En étudiant le mécanisme là où elles ont conservé l'harmonie, en porter le modèle là où elles peuvent la rétablir, voilà quelle serait

l'œuvre pratique de ces missionnaires de la paix sociale ! N'y a-t-il pas là une place à prendre, un devoir à accomplir, au moment où chaque ville industrielle voit accourir, à la moindre menace de discorde, les commis voyageurs de la grève... (*Interruption prolongée*)... les commis voyageurs de la grève qui aggravent la ruine des ouvriers qu'ils prétendent défendre, et, sous prétexte de servir la cause ouvrière, sont les seuls à tirer de la grève un profit. (*Cris : Non ! Non ! Triple salve d'applaudissements.*)

Servons-nous des mêmes armes ; soyons infatigables comme eux ; défendons contre le despotisme de syndicats oppresseurs la liberté du travail. Ne perdons jamais de vue que nous avons pour nous l'instruction et la vérité et qu'il serait trop étrange qu'une cause servie par de telles armes périclète faute d'hommes capables de les porter ! (*Applaudissements.*)

Aux services que doivent rendre l'intelligence et l'instruction, ajoutez ce que peut produire, pour enfanter une initiative féconde en résultats, la disposition d'un capital. Prenons un exemple : Il n'y a pas de réforme plus urgente que l'amélioration des petits logements dans les grandes villes. (*Murmures.*)

Il y a ici des personnes qui sont tellement étrangères aux intérêts des ouvriers, qui ignorent si complètement les conditions de la vie ouvrière, qu'ils ont fait entendre des murmures. Ah ! Messieurs, si vous saviez ce qu'est la douleur du père de famille vivant avec sa femme, ses enfants malades, dans une chambre unique, vous feriez trêve, quand on parle de remèdes, à vos plaisanteries. (*Applaudissements.*)

Ah ! vous disiez tout à l'heure qu'on avait vu des ouvriers mourir de faim ! C'est parce que nous le savons que nous nous préoccupons de ces choses. Il est des gens qui vont à la recherche des familles entassées dans des bouges sans air. (*Bruit.*) Ceux qui passent leur vie au café n'ont pas le loisir, je le sais, de visiter la demeure du pauvre. (*Applaudissements prolongés.*) Ils y verraient pourtant que, de toutes les réformes, il n'en est pas de plus urgente que l'amélioration du logement, que la reconstitution de la famille par la suppression des logis hideux.

Pour susciter des sociétés de construction, il faut une grande activité et trouver des prêteurs qui se contentent de 3 ou 4 %. Si les immeubles rendent un intérêt commercial, et à Paris ils rapportent 3.50 %, à Lyon plus de 5 % net, la transformation n'est

plus qu'une affaire de temps, ou plutôt de volonté. Groupez les zèles, animez-les de la pensée qu'il y a là un devoir à accomplir, un progrès immense à réaliser au profit de l'ouvrier, de sa femme, de la santé morale et physique de sa famille et vous arriverez à des résultats prodigieux. Comment les cinq sociétés créées à Londres sont-elles parvenues à réunir plus de 150 millions qui ont transformé les conditions du logement dans la plus grande agglomération urbaine de l'univers? Par un effort incessant, par la parole d'orateurs, par les publications d'écrivains convaincus que l'amélioration du logement et des mœurs était pour l'avenir de l'Angleterre une question vitale. (*Cris : Parlez-nous de la France!*)

Oui, je vous parlerai de la France et d'un des plus grands noms dont elle ait à s'honorer, de celui qui a le mieux compris cette grande œuvre, qui a construit à Mulhouse 4,200 maisons pour les familles d'ouvriers et dont le souvenir, respecté en Alsace, mérite d'être deux fois vénéré en France, par l'exemple qu'il nous montre et parce que nous avons la douleur de penser que ce grand homme de bien repose aujourd'hui en une terre qui n'est pas française. (*Longue salve d'applaudissements.*)

Quand nous serons arrivés à accomplir une telle œuvre, nous pourrons nous arrêter. Voilà ce qu'il faut faire à Paris! Qu'avez-vous fait, vous qui interrompez? (*Applaudissements redoublés.*)

En parlant des misères, Messieurs, je ne veux pas que vous puissiez croire que j'esquive à dessein l'idée de charité. Je la place très haut. Mais de même que quand les politiques discutent les relations de l'Église et de l'État, ils ne discutent pas la religion, je considère que nous ne devons pas parler ici de la charité, qui est la religion du cœur. J'estime que la religion comme la charité qui appartiennent au for intérieur doivent être accomplies en secret, tandis que je vous parle aujourd'hui du devoir social dont l'essence est d'être accompli publiquement. (*Applaudissements.*)

IL FAUT ENROLER LES BONNES VOLONTÉS INACTIVES.

Messieurs, il y a dans notre société française, par suite de nos révolutions, de nos crises politiques, une quantité prodigieuse de forces perdues, d'intelligences souffrant de leur inaction. C'est à

elles que nous nous adressons ; il faut les tirer de leur engourdissement, leur montrer un rôle à jouer, une fonction à remplir. Nos nations modernes connaissent le service militaire, le service civil ; n'hésitons pas à y ajouter le service social. (*Applaudissements.*) Enrôlons dans cette organisation nouvelle tous les ambitieux d'activité : il n'est pas de carrières qui ne soient encombrées. Soyez sûrs que, pour celle-là, ni les places ni les charges ne manqueront. Ne laissons aucune bonne volonté inactive. Le champ qu'il s'agit de cultiver est sans limites. Nous avons besoin de tous les efforts : la tâche à accomplir demain est de les rassembler et de les discipliner, de leur donner une vaste et puissante organisation, d'en faire des bataillons solides, une armée résolue à vaincre, ayant conscience de son bon droit, et convaincue qu'elle part avec elle, dans sa marche en avant, le progrès des sociétés vers la civilisation. (*Applaudissements.*)

A tous les volontaires de cette levée nouvelle, il faut répéter que si nous y mettons à la fois nos forces et notre cœur, nous sommes certains de la victoire, que les causes vaincues sont celles qui s'abandonnent. Nous devons avoir le courage d'avouer que jusqu'ici nous n'avons rien fait de ce qui incombe aux citoyens actifs d'une société vivante et libre. (*Oui ! oui ! c'est vrai !*) En présence de notre inertie, ne nous étonnons donc pas de l'absorption des forces individuelles par la puissance publique. Notre abstention, notre attente, nos lamentations dans le vide sont un constant et coupable appel à l'intervention de l'État. (*Bravo ! bravo !*) C'est à chacun de nous à agir, c'est à l'initiative privée qu'il appartient de multiplier ses efforts, si nous voulons ramener l'État dans ses limites. Ne cessons de redire que si chacun en France accomplissait tout son devoir, il n'y aurait pas de question sociale. (*Approbatton.*) Ce n'est pas un déshonneur de périr trahi par la bonne fortune. C'est une honte sans égale de succomber faute de bonne volonté.

L'HOMME INACTIF ET DÉCOURAGÉ EST PRÊT POUR LE SOCIALISME.

Vous tous qui vous sentez au cœur des convictions fortes, un désir et une espérance, aidez-nous à lutter contre cette maladie des sociétés vieilles qui s'appelle le socialisme ! (*Applaudissements.*)



Il n'y a pas à s'y tromper : partout où se répand le découragement, où l'homme s'abandonne, où la volonté vacille, où sous l'influence morbide d'un pessimisme philosophique l'individu doute de lui-même, abdique la foi en ses destinées, on voit naître le socialisme. (*Protestations. Applaudissements.*)

Ce n'est pas l'homme fort, énergique, confiant en son droit, prêt à lutter pour l'exercer qui jettera ses armes, et demandera à l'État de le prendre en tutelle. — C'est l'homme las, se sentant incapable de supporter les maux de la vie qui signera sa propre capitulation.

Voyez en quel pays du monde le socialisme a fait le plus de progrès ! Observez comment, en Allemagne, il est sorti tout armé des Universités, professé par ceux qui venaient de commenter Schopenhauer, comme une formule sociale destinée à dissimuler leur désespérance, répandu par les disciples d'Hegel, ressuscitant l'idolâtrie de l'État, cette religion dernière des peuples qui abdiquent en mettant César sur les autels. (*Applaudissements répétés.*)

Le socialisme, Messieurs, c'est le césarisme des démoncraties fatiguées. (*Nouveaux applaudissements.*) Ne souffrons pas qu'il se dise jamais une doctrine de force, la doctrine des jeunes. Ceux qui l'adoptent aujourd'hui sont fourvoyés et le regretteront plus tard. (*Bruit.*) C'est le plus prodigieux aveu d'impuissance que, depuis le Bas-Empire et ses hontes, on ait proposé à l'humanité de souscrire. (*Bravo! bravo!*) Soyez sûrs qu'il ne sera jamais l'idéal de la jeunesse française ; il ne sera jamais le vôtre, tant que vous croirez en votre propre énergie, tant que vous vous sentirez actifs et feconds, tant que vous saurez user de toutes les formes de la liberté pour le devoir social. (*Triple salve d'applaudissements.*)



AVIS

Les jeunes gens qui voudront entrer en relations avec le Comité sont priés de vouloir bien adresser leurs noms, rue de Seine, 54.

Les formes diverses d'action qui pourront être adoptées, suivant les préférences et le temps dont disposeront les adhérents, seraient :

- 1^o Les réunions préparatoires d'études sous la direction d'un membre du Comité;*
- 2^o Les conférences dans lesquelles seraient discutées les questions sociales, en vue de la propagande ultérieure.*

Dès aujourd'hui il a été institué au siège de la Société d'Économie sociale, rue de Seine, 54, des ÉTUDES PRATIQUES D'ÉCONOMIE SOCIALE sous la présidence de M. Glasson, membre de l'Institut.